



Message 2021-DICS-38

3 mai 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi du 11 octobre 2017 sur la pédagogie spécialisée

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de modification de la loi sur la pédagogie spécialisée (RSF 411.5.11). Ce projet de loi concerne les prestataires indépendants et diverses modifications.

Le présent rapport est structuré de la manière suivante:

1. Contexte	1
2. Commentaire des articles	1
3. Résultats de la consultation restreinte	4
4. Conséquences financières et en personnel	4
5. Répartition des tâches Etat-communes	4
6. Effets sur le développement durable	4
7. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet	4
8. Soumission aux referendums législatif et financier	4

1. Contexte

La loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) a été adoptée le 11 octobre 2017 par le Grand Conseil et son règlement d'application (RPS) le 16 décembre 2019 par le Conseil d'Etat. Au cours de ces quatre années de mise en œuvre de la législation, certaines lacunes ont été constatées. Il convient désormais de les rectifier. Certaines modifications ont été préannoncées dans le cadre du rapport de consultation du RPS du 16 décembre 2019 (art. 23 al. 2, 27 al. 1 et 3).

Par ailleurs, les demandes d'agrément émanant de prestataires indépendants, en particulier logopédistes, augmentent. Ce phénomène s'explique notamment par des durcissements en la matière dans les cantons voisins et par le fait que plusieurs services de logopédie, psychologie et psychomotricité (SLPP) surchargés font appel à des prestataires indépendants agréés pour répondre aux besoins des enfants et diminuer leur liste d'attente. Or, pour rappel, selon la LPS (art. 5 al. 5 et 23 al. 2), l'intervention des logopédistes indépendants est limitée aux périodes pré- et post-scolaires, sauf exceptions. Lors de l'élaboration de la LPS, cette évolution n'était pas prévisible. Il convient donc à présent d'adapter la loi en défi-

nissant les conditions d'agrément octroyés aux prestataires indépendants afin de gérer la répartition régionale et maîtriser les coûts, avec une vision cantonale.

2. Commentaire des articles

Art. 3 al. 1 let. a), art. 6 al. 1 et al. 2, art. 11 al. 2, art. 14 al. 1, art. 28 al. 1, art. 29 al. 1: notion d'école ordinaire «publique»

Les écoles privées peuvent accueillir des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers, si tel est le choix des parents de l'élève concerné-e et de l'école privée. Toutefois, dans ces cas, l'élève ne bénéficiera pas de mesures d'aide de pédagogie spécialisée, ordinaire (MAO) ou renforcée (MAR), au sens de la loi sur la scolarité obligatoire (LS), respectivement de la LPS. En effet, la LS stipule, à l'article 79, que l'Etat n'octroie aucune subvention aux écoles privées. Aussi, l'inspectorat spécialisé n'intervient pas dans les écoles privées. Par ailleurs, la jurisprudence tant fédérale que cantonale a confirmé, à plusieurs reprises, que l'Etat n'est pas tenu de prendre en charge la scolarisation en école privée ou des coûts de presta-

tions déterminées qu'il offre dans le cadre de l'école publique, pour autant qu'il offre une solution adaptée et raisonnablement acceptable à l'élève concerné-e (arrêts TF 2C_385/2021 du 29 septembre 2021 et 2C_405/2016 du 9 janvier 2017, TC 601 2017 132 du 13 octobre 2017). Ainsi, le Conseil d'Etat propose d'ajouter le terme «publique» à tous les articles mentionnant l'«école ordinaire» pour lever tout doute à ce sujet.

Art. 6 al. 3 let. c): précision, la prise en charge à caractère résidentiel est une mesure d'aide renforcée de pédagogie spécialisée (MAR)

Les mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) en institution de pédagogie spécialisée recouvrent l'enseignement et, dans certains cas, notamment une prise en charge à caractère résidentiel (Message accompagnant le projet de loi sur la pédagogie spécialisée du 28 novembre 2016, ad. art. 6). La prise en charge à caractère résidentiel étant une mesure d'aide renforcée de pédagogie spécialisée, il convient de le préciser par l'ajout de l'abréviation «(MAR)», comme pour les soutiens spécialisés dispensés dans des centres de ressources notamment pour les handicaps visuels ou auditifs ou pour l'accompagnement par un ou une élève par un ou une auxiliaire de vie dans le soutien non pédagogique (art. 6 al. 1 let. c) et d)), afin de lever tout doute à ce sujet et notamment à la procédure d'accès (art. 27 ss LPS).

Art. 23 al. 2: rectification, inspectorat spécialisé autorité de décision

Il s'agit ici de la correction d'une erreur dans la version initiale de la LPS. L'article 23 alinéa 2 stipulait que les exceptions concernant les mesures de logopédie et de psychomotricité en période scolaire étaient accordées par la cellule d'évaluation. Or, il appartient toujours à l'inspectorat spécialisé de prendre des décisions sur la base du préavis du collaborateur ou de la collaboratrice spécialisé-e du service. Ce principe, ancré dans le cadre du concept de pédagogie spécialisée du canton de Fribourg de mars 2015, figure dans la LPS à l'article 32 pour les MAR et aux articles 27 alinéa 3 et 36 alinéa 3 LPS, en ce qui concerne l'accès aux prestations en logopédie et en psychomotricité, pour les périodes pré- et postsecondaires.

Art. 23a (nouveau): procédure d'agrément à un ou une prestataire indépendant-e

Pour rappel, un des buts de la LPS était de renforcer la prévention en matière de logopédie au cours de la période préscolaire, notamment afin de diminuer les besoins de thérapies logopédiques pendant la période scolaire. Ainsi, à terme, les logopédistes engagés par les SLPP devraient suffire à couvrir les besoins en la matière et les logopédistes indépendants ne se verront confier plus que la logopédie pré- et postsecondaire, sauf exceptions (voir annexe 3 du concept de pédagogie spécialisée du canton de Fribourg de mars 2015, les art. 5 al. 5

et 23 al. 2 LPS, ainsi que l'art. 15 RPS). Lors de la rédaction du RPS, une période transitoire a été fixée jusqu'à l'année 2031, au cours de laquelle les logopédistes indépendants peuvent continuer à prendre en charge des élèves en âge de scolarité obligatoire (art. 15 al. 3 RPS) en cas de surcharge des SLPP. Ainsi, il est prévu que les suivis par des logopédistes indépendants diminuent progressivement d'ici 2031.

Or, une augmentation des demandes d'agréments émanant de logopédistes indépendants a été constatée. Celle-ci s'explique notamment par des durcissements en la matière dans les cantons voisins et le fait que plusieurs SLPP, surchargés, font appel à des logopédistes indépendants. Par ailleurs, il y a actuellement une forte disparité régionale d'offre en la matière. Or, la prise en charge logopédique préscolaire, en particulier la prévention, et postsecondaire par des logopédistes indépendants étant gratuite pour les parents selon la LPS, la notion de proximité des familles est importante. A noter aussi que la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC) dispose d'un budget alloué à la logopédie indépendante, qu'elle doit respecter. Ce budget doit donc permettre de couvrir la prise en charge prioritairement pré- et postsecondaire, dont la prévention.

Actuellement, les bases légales ne permettent pas de piloter, ni de refuser l'octroi d'agréments aux prestataires indépendants. De même, elles ne permettent pas de retirer un agrément octroyé précédemment lors de dysfonctionnements graves. Ainsi, il est nécessaire d'ancrer ces possibilités dans une loi au sens formel, raison pour laquelle il est proposé d'adapter la LPS dans ce sens. Les détails seront réglés dans les directives (al. 5).

Al. 2: Ces critères sont complémentaires aux principes généraux de procédure administrative (art. 8 al. 2 CPJA) et à ceux publiés sur le site internet du service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide (SESAM), notamment en matière de formation, infrastructure et déontologie. Afin de pouvoir répondre à la réalité du terrain et donc des besoins des enfants et des élèves, la DFAC doit pouvoir analyser de manière transparente les demandes de prise en charge actuellement non-couvertes en raison de la représentation non équitable des prestataires indépendants sur le territoire cantonal. Les critères doivent ainsi permettre cette analyse et cas échéant une demande d'adaptation du budget. A noter que le principe du libre choix du ou de la prestataire indépendant-e (art. 5 al. 5 LPS, ainsi que les art. 50 et 60 RPS) n'est pas remis en question.

Al. 3: Le «nombre d'unités annuelles garanties» correspond aux unités facturables au SESAM.

La possibilité de définir des octrois nominatifs et en termes de nombre d'unités annuelles permet au SESAM de disposer d'un outil de pilotage administratif et d'une vision cantonale du fonctionnement des prestataires indépendants. Cela aura

aussi l'avantage d'identifier les besoins et les manques éventuels de la couverture financière en termes de logopédie pré- et post-scolaire.

Si le budget accordé pour les prestataires indépendants ne correspond pas aux besoins, la DFAC doit être en mesure de récolter les informations nécessaires à une planification permettant un éventuel ajustement du budget.

Les termes «en principe» font référence à la psychomotricité. En effet, en l'état, que peu d'enfants (25 en 2020) correspondent aux critères d'octroi restrictifs de ce domaine. Ainsi, il n'est actuellement pas possible de garantir aux psychomotriciens et psychomotriciennes un nombre défini à l'avance. Les critères seront revus et la situation sera réévaluée après 5 ans.

Une modification du nombre d'unités peut exceptionnellement être accordée en cours d'année aux prestataires indépendants lorsque la situation l'exige. Cette procédure sera réglée dans les directives.

Lors de la demande d'octroi d'un agrément, le ou la prestataire indépendant-e mentionnera le taux de travail désiré. Celui-ci permettra à la DFAC de valider le taux en fonction des critères ci-dessus, (à savoir les besoins des enfants, la répartition régionale et les disponibilités budgétaires). Le taux déterminera le nombre d'unités facturables par année.

A noter que la LPS ne prévoit pas de prestataires indépendants agréés en matière de psychologie.

Al. 4: Actuellement, les prescriptions du SESAM sont la «convention tarifaire» et le «règlement pédago-thérapeutique en lien à l'accord d'agrément».

Le retrait d'un agrément peut avoir un effet immédiat, en cas de justes motifs, à savoir en cas de manquements graves ou répétés aux devoirs, ou pour d'autres circonstances qui ne permettent pas le maintien de l'agrément selon les règles de la bonne foi. Dans un tel cas, l'article 44 LPers serait appliqué par analogie et un avertissement ne serait pas forcément prononcé (raison pour laquelle il est écrit qu'un avertissement est «en principe» prononcé).

Al. 5: Selon l'art. 44 al. 1 RPS, les conditions relatives aux agréments sont fixées dans des directives. La DFAC va également préciser d'autres mesures d'exécution qui concernent les prestataires indépendants en relation avec le nouvel art. 23a dans ces directives, en cours de rédaction en collaboration avec la Conférence des associations fribourgeoises des logopédistes (CAFL). Il est prévu que ces directives entrent en vigueur au même moment que la présente modification.

Art. 24 al. 1 let. b): précision, la Direction délivre une autorisation d'exploitation

Les conditions pour l'octroi d'une autorisation d'exploiter sont définies à l'article 5 et celles pour la reconnaissance à l'article 6 de la loi du 16 novembre 2017 sur les institutions spécialisées et les familles d'accueil professionnelles (LIFAP). Selon l'article 1 du règlement du 16 novembre 2019 sur les institutions spécialisées et les familles d'accueil professionnelles (RIFAP), la DFAC est compétente en matière de pédagogie spécialisée. Dès lors que cette Direction est compétente pour délivrer une autorisation d'exploiter aux institutions de pédagogie spécialisée, il paraît opportun de le dire explicitement, pour lever tout doute à ce sujet et par cohérence avec l'alinéa 1 (lequel stipule que la Direction reconnaît les institutions de pédagogie spécialisée). A noter que la LIFAP et le RIFAP ont été adoptés après la LPS.

Art. 27 al. 1 et 3: rectification, accès aux prestations en psychomotricité identique à la logopédie

Cette modification rectifie une incohérence dans la version initiale de la LPS. En effet, la logopédie et la psychomotricité étant deux mesures pédago-thérapeutiques en âge préscolaire reconnues par le canton, une procédure similaire pour l'accès à ces mesures se justifie. Ainsi, il revient au SESAM d'octroyer ou non une prise en charge en principe par le ou la prestataire indépendant-e agréé-e qui a fait la demande, pour la mesure concernée, sur la base des critères diagnostics en vigueur. L'article 50 du RPS a aussi été rédigé dans ce sens.

Art. 43 al. 1 et 44 al. 1: rectification, voies de droits ouvertes contre les décisions concernant les enfants

Il va de soi que les voies de droit sont ouvertes à l'encontre de décisions touchant tant les élèves que les enfants (pour rappel, l'art. 4 LPS précise que le terme enfant est utilisé en période préscolaire). Or, les articles 43 et 44 LPS mentionnent uniquement les élèves. Il convient dès lors de remédier à cette lacune.

Art. 47 al. 1: rectification, plainte possible à l'encontre d'un ou d'une prestataire indépendant-e agréé-e

Aucune voie de droit n'avait été prévue dans la version initiale de la LPS pour permettre aux concernés de se plaindre à l'égard d'un ou d'une prestataire indépendant-e agréé-e. Or, dans certaines situations, des plaintes sont justifiées et utiles. En effet, une plainte permet au SESAM de se saisir formellement d'une situation problématique. Ainsi, il s'agit de remédier à cette lacune.

3. Résultats de la consultation restreinte

Une consultation, restreinte étant donné qu'elle concerne qu'une dizaine de destinataires externes à l'administration cantonale, a été effectuée du 14 décembre 2021 au 1^{er} février 2022.

Le rapport de consultation du 8 avril 2022 présente les principaux commentaires et propositions des entités consultées, ainsi que les modifications qui ont été apportées à l'avant-projet de la modification de la LPS ainsi qu'au présent message.

4. Conséquences financières et en personnel

La plupart des modifications sont mineures et n'ont aucune conséquence en matière financière ou en personnel.

Les modifications des art. 3, 6, 11, 14, 28 et 29 LPS sont proposées pour indiquer explicitement que l'Etat ne participe pas aux frais de scolarisation en école privée et d'éviter ainsi des attentes de participation financière de l'Etat de la part de parents.

S'agissant du nouvel art. 23a, le but est précisément d'éviter une augmentation des agréments et de demandes de prise en charge de thérapies par des prestataires, tout en tenant compte des besoins.

5. Répartition des tâches Etat-communes

Le présent projet ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

6. Effets sur le développement durable

Les effets sur le développement durable ont été évalués à l'aide de la Boussole 21, conformément à ce que prévoit la stratégie cantonale Développement durable. Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et les nouveautés qu'apporte la modification de la LPS.

Les effets de la modification se déploient légèrement sur les domaines Economie et Société. Le domaine Environnement n'est presque pas concerné.

Cette modification de loi améliore la prise en compte des besoins en matière de logopédie et de psychomotricité grâce à une meilleure répartition géographique des ressources en prestataires indépendants. Elle facilite en outre la maîtrise des finances publiques.

7. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet

Le présent projet est conforme à la Constitution fédérale et cantonale, ainsi qu'au droit fédéral et ne présente aucune incompatibilité avec le droit européen.

8. Soumission aux referendums législatif et financier

Le présent projet est soumis au referendum législatif. Il n'est pas soumis au referendum financier.



Botschaft 2021-DICS-38

3. Mai 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 11. Oktober 2017 über die Sonderpädagogik

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Entwurf zur Änderung des Gesetzes über die Sonderpädagogik (SGF 411.5.11). Dieser Gesetzesentwurf betrifft die freischaffenden Leistungsanbieter und verschiedene weitere Anpassungen.

Dieser Bericht ist wie folgt gegliedert:

1. Hintergrund	5
2. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen	5
3. Ergebnisse der eingeschränkten Vernehmlassung	8
4. Finanzielle und personelle Auswirkungen	8
5. Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden	8
6. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung	8
7. Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit der Vorlage	8
8. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum	8

1. Hintergrund

Das Gesetz über die Sonderpädagogik (SPG) wurde am 11. Oktober 2017 vom Grossen Rat verabschiedet und das dazugehörige Ausführungsreglement (SPR) wurde am 16. Dezember 2019 vom Staatsrat genehmigt. In den vier Jahren, die seit dem Inkrafttreten dieser Gesetzgebung verstrichen sind, wurden gewisse Lücken festgestellt. Diese sollen nun behoben werden. Einige Änderungen wurden im Bericht vom 16. Dezember 2019 zur Vernehmlassung des SPR bereits angekündigt (Art. 23 Abs. 2, 27 Abs. 1 und 3).

Darüber hinaus nehmen die Gesuche um Anerkennung freischaffender Leistungsanbieter zu, insbesondere für die Logopädinnen und Logopäden. Gründe dafür sind unter anderem die Verschärfung der Vorschriften in den Nachbarkantonen und die Tatsache, dass mehrere überlastete logopädische, psychologische und psychomotorische Dienste freischaffende anerkannte Leistungsanbieter beziehen, um den Bedürfnissen der Kinder gerecht zu werden und ihre Warteliste zu verkürzen. Zur Erinnerung: Laut SPG (Art. 5 Abs. 5 und Art. 23 Abs. 2) ist die Betreuung durch freischaffende Logopädinnen und Logopäden, mit einigen Ausnahmen, auf den

Vor- und Nachschulbereich beschränkt. Als das SPG verfasst wurde, war diese Entwicklung noch nicht absehbar. Daher sollte das Gesetz nun angepasst werden, indem die Bedingungen für die Anerkennung freischaffender Leistungsanbieter festgelegt werden, um die regionale Verteilung und die Kostenkontrolle basierend auf einer kantonalen Gesamtsicht zu steuern.

2. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 3 Abs. 1 Bst. a), Art. 6 Abs. 1 und Abs. 2, Art. 11 Abs. 2, Art. 14 Abs. 1, Art. 28 Abs. 1, Art. 29 Abs. 1: Begriff der «öffentlichen» Regelschule

Die Privatschulen können Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf aufnehmen, wenn die Eltern der betreffenden Schülerin oder des betreffenden Schülers und die Privatschule dies wünschen. In diesen Fällen wird die Schülerin oder der Schüler jedoch nicht von einer sonderpädagogischen Massnahme, einer niederschweligen (NM) oder verstärkten (VM) Massnahme im Sinne des Gesetzes über

die obligatorische Schule (SchG) oder des SPG profitieren können. In Artikel 79 des Schulgesetzes ist nämlich festgelegt, dass der Staat keinen Beitrag an die Privatschulen leistet. Zudem greift das Sonderschulinspektorat nicht in die Privatschulen ein. Im Übrigen hat sowohl die Rechtsprechung des Bundes wie auch die des Kantons mehrfach bestätigt, dass der Staat nicht verpflichtet ist, für die Kosten des Unterrichts an einer Privatschule aufzukommen oder die Kosten gewisser Leistungen, welche er im Rahmen der öffentlichen Schule bereits anbietet, zu übernehmen, sofern eine angepasste und für die betroffene Schülerin oder den betroffenen Schüler zumutbare Lösung angeboten wird (BGE 2C_385/2021 vom 29. September 2021, BGE 2C_405/2016 vom 9. Januar 2017, Entscheid des Kantonsgericht 601 2017 132 vom 13. Oktober 2017). Der Staatsrat schlägt daher vor, in allen Artikeln, die sich auf die «Regelschule» beziehen, das Wort «öffentlich» hinzuzufügen, um jeden Zweifel daran auszuräumen.

Art. 6 Abs. 3 Bst. c: Klarstellung betreffend interne Unterbringung; die interne Unterbringung ist eine verstärkte sonderpädagogische Unterstützungsmassnahme (VM)

Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) in sonderpädagogischen Einrichtungen umfassen den Unterricht und in bestimmten Fällen die interne Unterbringung (Botschaft zum Entwurf des Gesetzes über die Sonderpädagogik vom 28. November 2016, zu Art. 6). Da es sich bei der internen Unterbringung um eine verstärkte sonderpädagogische Massnahme handelt, sollte dies durch Hinzufügen der Abkürzung «(VM)» präzisiert werden, analog zu den spezialisierten Unterstützungsmassnahmen, die von Förderinstitutionen namentlich für Schülerinnen und Schüler mit einer Seh- oder Hörbehinderung erbracht werden oder bei der Begleitung einer Schülerin oder eines Schülers durch eine Assistenzperson bei nichtpädagogischen Hilfestellungen (Art. 6 Abs. 2 Bst. c und d). Damit sollen hinsichtlich des Zugangsverfahrens (Art. 27 ff. SPG) jegliche Zweifel und Unsicherheiten ausgeräumt werden.

Art. 23 Abs. 2: Berichtigung betreffend Entscheidbehörde (Sonderschulinspektorat)

Hier geht es darum, einen Fehler in der ersten Fassung des SPG zu berichtigen. In Artikel 23 Abs. 2 wurde festgelegt, dass die Abklärungsstelle Ausnahmen für die logopädischen und psychomotorischen Massnahmen während der obligatorischen Schulzeit gewähren kann. Die Befugnis, Entscheide auf der Grundlage der Stellungnahme der zuständigen Fachperson des Amtes zu treffen, liegt jedoch stets beim Sonderschulinspektorat. Dieser im Sonderpädagogikkonzept des Kantons Freiburg von März 2015 verankerte Grundsatz wird im SPG in Artikel 32 für die verstärkten sonderpädagogischen Massnahmen (VM) und in den Artikeln 27 Absatz 3 und 36 Absatz 3 SPG für die Inanspruchnahme von logopä-

dischen und psychomotorischen Massnahmen im Vor- und Nachschulbereich angewandt.

Art. 23a (neu): Verfahren zur Anerkennung eines freischaffenden Leistungsanbieters

Zur Erinnerung: Eines der Ziele des SPG bestand darin, die Prävention in der Logopädie im Vorschulbereich zu stärken, namentlich um den Bedarf an logopädischen Behandlungen während der Schulzeit zu verringern. Auf lange Sicht sollen die von den logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Diensten angestellten Logopädinnen und Logopäden ausreichen, um den diesbezüglichen Bedarf zu decken, und die freischaffenden Logopädinnen und Logopäden werden allein mit vor- und nachschulischen logopädischen Massnahmen betraut, ausser in Ausnahmefällen (siehe Anhang 3 des Sonderpädagogikkonzepts des Kantons Freiburg vom März 2015, Art. 5 Abs. 5 und 23 Abs. 2 SPG sowie Art. 15 SPR). Bei der Ausarbeitung des SPR wurde eine Übergangsperiode bis 2031 festgelegt, während der freischaffende Logopädinnen und Logopäden bei Überlastung der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste weiterhin Schülerinnen und Schüler im schulpflichtigen Alter betreuen können (Art. 15 Abs. 3 SPR). Folglich wird davon ausgegangen, dass die Betreuung durch freischaffende Logopädinnen und Logopäden bis 2031 allmählich zurückgehen wird.

Die Zahl der Anerkennungsgesuche von freischaffenden Logopädinnen und Logopäden hat jedoch zugenommen. Gründe dafür sind unter anderem die Verschärfung der Vorschriften in den Nachbarkantonen und die Tatsache, dass mehrere überlastete logopädische, psychologische und psychomotorische Dienste freischaffende Logopädinnen und Logopäden beiziehen. Ausserdem gibt es derzeit bei der Versorgung ein starkes regionales Gefälle. Da durch freischaffende Logopädinnen und Logopäden erbrachte vorschulische, insbesondere präventive, und nachschulische logopädische Massnahmen gemäss SPG für die Eltern unentgeltlich sind, ist die räumliche Nähe zu den Familien wichtig. Zudem sei darauf hingewiesen, dass die Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD) über ein Budget für logopädische Massnahmen durch freischaffende Leistungsanbieter verfügt, an das sie sich halten muss. Dieses Budget sollte daher vorrangig die vor- und nachschulische Betreuung abdecken, einschliesslich der Prävention.

Derzeit erlauben die Rechtsgrundlagen weder eine Steuerung noch die Ablehnung der Anerkennung von freischaffenden Leistungsanbietern. Ebenso wenig ist vorgesehen, dass eine bereits erteilte Anerkennung im Falle schwerwiegender Verstösse zurückgezogen werden kann. Daher ist es notwendig, diese Möglichkeiten formell in einem Gesetz zu verankern, weshalb vorgeschlagen wird, das SPG entsprechend anzu-

passen. Die Einzelheiten werden in den Richtlinien geregelt (Abs. 5).

Abs. 2: Diese Kriterien ergänzen die allgemeinen Grundsätze von verwaltungsrechtlichen Verfahren (Art. 8 Abs. 2 VRG) und die auf der Website des Amtes für Sonderpädagogik (SoA) veröffentlichten Kriterien, insbesondere in Bezug auf Ausbildung, Infrastruktur und Berufsethik. Um der Realität vor Ort und damit den Bedürfnissen der Kinder und der Schülerinnen und Schüler gerecht werden zu können, muss die BKAD in der Lage sein, die derzeit aufgrund der unausgeglichene Vertretung der freischaffenden Leistungsanbieter im Kantonsgebiet nicht abgedeckten Betreuungsgesuche auf transparente Weise zu analysieren. Die Kriterien sollen somit diese Analyse und gegebenenfalls einen Antrag auf Anpassung des Budgets ermöglichen. Es ist zu beachten, dass der Grundsatz der freien Wahl des freischaffenden Leistungsanbieters (Art. 5 Abs. 5 SPG sowie Art. 50 und 60 SPR) nicht in Frage gestellt wird.

Abs. 3: Die «Anzahl der garantierten Jahreseinheiten» entspricht den Einheiten, die dem Amt für Sonderpädagogik (SoA) in Rechnung gestellt werden können.

Mit der Möglichkeit, die Anerkennung unübertragbar zu gewähren und mit der Anzahl Jahreseinheiten zu verknüpfen, erhält das SoA ein administratives Steuerungsinstrument und eine kantonale Gesamtsicht der Tätigkeit freischaffender Leistungsanbieter. Ein Vorteil davon ist, dass der Bedarf und mögliche Finanzierungslücken bei den vor- und nachschulischen logopädischen Massnahmen ermittelt werden können.

Wenn das für freischaffende Leistungsanbieter bereitgestellte Budget nicht dem Bedarf entspricht, sollte die BKAD in der Lage sein, die für die Planung und eventuelle Anpassung des Budgets erforderlichen Informationen zu erheben.

Die Formulierung «grundsätzlich» bezieht sich auf die Psychomotorik. Gegenwärtig erfüllen nur wenige Kinder (im Jahr 2020: 25) die restriktiven Gewährungskriterien für diesen Bereich. Daher ist es heute nicht möglich, den Psychomotoriktherapeutinnen und -therapeuten im Voraus eine bestimmte Anzahl zu garantieren. Die Kriterien werden überprüft und die Situation wird nach 5 Jahren neu beurteilt.

Freischaffenden Leistungsanbietern kann ausnahmsweise im Laufe des Jahres eine Änderung der Anzahl der Einheiten gewährt werden, wenn die Situation dies erfordert. Dieses Verfahren wird in den Richtlinien geregelt.

Im Anerkennungs-gesuch gibt der freischaffende Leistungsanbieter das gewünschte Arbeitspensum an. Diese ermöglicht es der BKAD, das Pensum auf der Grundlage der oben genannten Kriterien (d. h. Bedürfnisse der Kinder, regionale Verteilung und verfügbare Budgetmittel) zu validieren. Das Pensum wird die Anzahl der verrechenbaren Jahreseinheiten bestimmen.

Es ist zu beachten, dass das SPG keine anerkannten freischaffenden Leistungsanbieter in der Psychologie vorsieht.

Abs. 4: Die Vorgaben des SoA sind derzeit die «Tarifvereinbarung» und das «pädagogisch-therapeutische Reglement zur Anerkennungsvereinbarung».

Der Entzug einer Anerkennung kann mit sofortiger Wirkung erfolgen, wenn ein wichtiger Grund vorliegt, d. h. bei schwerer oder wiederholter Verletzung der Dienstpflichten, oder wenn andere Umstände vorliegen, unter denen die Aufrechterhaltung der Anerkennung nach Treu und Glauben nicht mehr vertretbar ist. In einem solchen Fall käme Artikel 44 StPG entsprechend zur Anwendung und es würde nicht unbedingt eine Verwarnung ausgesprochen (deshalb steht in dieser Bestimmung, dass «in der Regel» eine Verwarnung ausgesprochen wird).

Abs. 5: Nach Artikel 44 Abs. 1 SPR sind die Voraussetzungen für die Anerkennung von freischaffenden Leistungsanbietern in Richtlinien festgelegt. Die BKAD wird in diesen Richtlinien, die derzeit in Zusammenarbeit mit der Konferenz der Freiburger LogopädInnenvereine (K/FLV) erarbeitet werden, auch weitere Ausführungsmassnahmen präzisieren, die die freischaffenden Leistungsanbieter im Zusammenhang mit dem neuen Artikel 23a betreffen. Diese Richtlinien sollen gleichzeitig mit dieser Gesetzesänderung in Kraft treten.

Art. 24 Abs. 1 Bst. b: Klarstellung betreffend die Zuständigkeit zur Erteilung einer Betriebsbewilligung

Die Voraussetzungen für die Erteilung einer Betriebsgenehmigung sind in Artikel 5 und diejenigen für die Anerkennung in Artikel 6 des Gesetzes vom 16. November 2017 über die sonder- und sozialpädagogischen Institutionen und die professionellen Pflegefamilien (SIPG) festgelegt. Gemäss Artikel 1 des Reglements vom 16. November 2019 über die sonder- und sozialpädagogischen Institutionen und die professionellen Pflegefamilien (SIPR) ist die BKAD im Bereich der Sonderpädagogik zuständig. Da die Erteilung einer Betriebsbewilligung für sonderpädagogische Einrichtungen dieser Direktion obliegt, erscheint es angebracht, dies ausdrücklich zu erwähnen, um diesbezüglich jeden Zweifel auszuräumen. Dies steht auch im Einklang mit Absatz 1 (wonach die Direktion die sonderpädagogische Institution anerkennt). Dabei ist anzumerken, dass das SIPG und das SIPR nach dem SPG verabschiedet wurden.

Art. 27 Abs. 1 und 3: Berichtigung betreffend gleichen Zugang zu psychomotorischen wie zu logopädischen Massnahmen

Mit dieser Änderung wird eine Unstimmigkeit in der ursprünglichen Fassung des SPG behoben. Da sowohl die Logopädie als auch die Psychomotoriktherapie vom Kanton

als pädagogisch-therapeutische Massnahmen für den Vorschulbereich anerkannt sind, ist es gerechtfertigt, dass die Gewährung dieser Massnahmen nach einem ähnlichen Verfahren erfolgt. So obliegt es dem SoA, auf der Grundlage der geltenden Diagnosekriterien über die Gewährung der Finanzierung zu entscheiden und die oder den für die betreffende Massnahme zugelassenen freischaffenden Leistungsanbieter zu benennen. Artikel 50 des SPR wurde ebenfalls in diesem Sinne formuliert.

Art. 43 Abs. 1 und 44 Abs. 1 Berichtigung betreffend Rechtsmittel gegen Entscheide, die Kinder betreffen

Es versteht sich von selbst, dass gegen Entscheide, die Schülerinnen und Schüler wie auch Kinder betreffen, Rechtsmittel eingelegt werden können (zur Erinnerung: Art. 4 SPG legt fest, dass im Vorschulbereich der Begriff Kind verwendet wird). In Artikel 43 und 44 SPG werden jedoch nur die Schülerinnen und Schüler erwähnt. Dies sollte daher berichtigt werden.

Art. 47 Abs. 1: Berichtigung betreffend mögliche Aufsichtsbeschwerde gegen anerkannte freischaffende Leistungsanbieter

In der ursprünglichen Fassung des SPG war kein Rechtsmittel für Beschwerden gegen anerkannte freischaffende Leistungsanbieter vorgesehen. In bestimmten Situationen sind Beschwerden jedoch berechtigt und sinnvoll. Eine Aufsichtsbeschwerde böte dem SoA die Möglichkeit, sich offiziell mit einer problematischen Situation zu befassen. Daher sollte diese Lücke geschlossen werden.

3. Ergebnisse der eingeschränkten Vernehmlassung

Vom 14. Dezember 2021 bis zum 1. Februar 2022 wurde eine eingeschränkte Vernehmlassung durchgeführt, die nur etwa zehn Adressaten ausserhalb der Kantonsverwaltung einschloss.

Der Vernehmlassungsbericht vom 8. April 2022 enthält die wichtigsten Kommentare und Vorschläge der konsultierten Stellen sowie die Änderungen, die am Vorentwurf der Änderung des SPG sowie an der vorliegenden Botschaft vorgenommen wurden.

4. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Die meisten Änderungen sind geringfügig und haben keine finanziellen oder personellen Auswirkungen.

Es werden Änderungen an den Artikeln 3, 6, 11, 14, 28 und 29 SPG vorgeschlagen, um ausdrücklich anzugeben, dass sich

der Staat nicht an den Schulkosten einer Privatschule beteiligt, und um so die Erwartung einer finanziellen Beteiligung des Staates durch die Eltern zu vermeiden.

Mit dem neuen Artikel 23a soll eben gerade vermieden werden, dass die Zahl der Bewilligungen und Behandlungsgesuche durch die Leistungsanbieter steigt, wobei gleichzeitig dem Bedarf Rechnung getragen wird.

5. Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Dieser Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinde.

6. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

Die Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung wurden gemäss der kantonalen Strategie «Nachhaltige Entwicklung» mit dem Instrument Kompass 21 analysiert. Diese Beurteilung basiert auf einer Gegenüberstellung der heutigen Situation und der Neuerungen, die die Gesetzesänderung bringt.

In den Bereichen Wirtschaft und Gesellschaft hat die Gesetzesänderung nur leichte Auswirkungen. Der Bereich Umwelt ist davon fast völlig unberührt.

Diese Gesetzesänderung verbessert die Versorgung in der Logopädie und Psychomotorik durch eine bessere geografische Verteilung der freischaffenden Leistungsanbieter. Sie erleichtert auch die Kostenkontrolle der öffentlichen Hand.

7. Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit der Vorlage

Die Gesetzesvorlage steht in Einklang mit der Bundes- und Kantonsverfassung, dem Bundesrecht sowie mit dem europäischen Recht.

8. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum

Diese Gesetzesvorlage untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht hingegen nicht dem Finanzreferendum.

Loi modifiant la loi sur la pédagogie spécialisée

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **411.5.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2021-DICS-38 du Conseil d'Etat du 3 mai 2022;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

L'acte RSF 411.5.1 (Loi sur la pédagogie spécialisée (LPS), du 11.10.2017) est modifié comme il suit:

Art. 3 al. 1

¹ Les principes de base de la présente loi sont les suivants:

- a) (*modifié*) la pédagogie spécialisée fait partie du mandat public de formation au sens de l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée (ci-après: l'accord intercantonal), de la législation sur la scolarité obligatoire et de la législation sur l'enseignement secondaire supérieur; l'école ordinaire publique et les institutions de pédagogie spécialisée concourent à la réalisation de ce mandat;

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Sonderpädagogik

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **411.5.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2021-DICS-38 des Staatsrats vom 3. Mai 2022;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 411.5.1 (Gesetz über die Sonderpädagogik (SPG), vom 11.10.2017) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 1

¹ Dieses Gesetz beruht auf folgenden Grundsätzen:

- a) (*geändert*) Die Sonderpädagogik ist Bestandteil des öffentlichen Bildungsauftrags im Sinne der Interkantonalen Vereinbarung über die Zusammenarbeit im Bereich der Sonderpädagogik (das Sonderpädagogik-Konkordat), der Gesetzgebung über die obligatorische Schule und der Mittelschulgesetzgebung. Die öffentliche Regelschule und die sonderpädagogischen Einrichtungen erfüllen diesen Auftrag gemeinsam.

Art. 6 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié), **al. 3** (inchangé) [DE: (modifié)]

¹ Les élèves avec des besoins éducatifs particuliers sont en principe scolarisés à l'école ordinaire publique. Lorsqu'il existe une entrave aux possibilités de développement de l'élève concerné-e ou que l'environnement et l'organisation scolaires ne permettent pas une scolarisation à l'école ordinaire sans l'engagement de ressources disproportionnées pour répondre aux besoins de l'élève, celui-ci ou celle-ci est scolarisé-e dans une institution de pédagogie spécialisée la mieux adaptée à ses besoins.

² Dans le cadre de l'école ordinaire publique, l'offre couvre les prestations suivantes:

... (énumération inchangée)

³ Dans le cadre des institutions de pédagogie spécialisée, l'offre couvre les prestations suivantes:

c) (modifié) la prise en charge à caractère résidentiel ou en structure de jour (MAR).

Art. 11 al. 2 (modifié)

² L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e est responsable, dans son arrondissement et dans le cadre des orientations décidées par les autorités cantonales, de la qualité du fonctionnement des institutions de pédagogie spécialisée et de la formation qui y est dispensée ainsi que du conseil à l'école ordinaire publique dans ses aspects pédagogiques, didactiques et éducatifs spécialisés.

Art. 14 al. 1 (modifié)

¹ Le corps enseignant spécialisé et les collaborateurs et collaboratrices pédagogiques spécialisés ainsi que les auxiliaires de vie intervenant à l'école ordinaire publique sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières ou complémentaires.

Art. 6 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 3** (geändert) [FR: (unverändert)]

¹ Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf besuchen grundsätzlich die öffentliche Regelschule. Ausnahmsweise werden sie in einer besser an ihre Bedürfnisse angepassten sonderpädagogischen Einrichtung unterrichtet, wenn in der Regelschule die Entwicklungsmöglichkeiten der betreffenden Schülerin oder des betreffenden Schülers gefährdet sind oder das schulische Umfeld und die Schulorganisation nur mit unverhältnismässigem Aufwand an deren oder dessen Bedürfnisse angepasst werden können.

² Im Rahmen der öffentlichen Regelschule werden folgende Massnahmen angeboten:

... (Aufzählung unverändert)

³ In den sonderpädagogischen Einrichtungen werden folgende Massnahmen angeboten:

c) (geändert) Betreuung in einer Tagesstruktur oder interne Unterbringung (VM).

Art. 11 Abs. 2 (geändert)

² Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor ist in ihrem oder seinem Kreis und im Rahmen der von den kantonalen Behörden beschlossenen Vorgaben verantwortlich für die Qualität des Betriebs der sonderpädagogischen Einrichtungen und des dort erteilten Unterrichts sowie für die Beratung der öffentlichen Regelschule in pädagogischen, didaktischen und erzieherischen Belangen.

Art. 14 Abs. 1 (geändert)

¹ Das heil- und sonderpädagogische Fachpersonal, die sonderpädagogischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sowie die an der öffentlichen Regelschule tätigen Assistenzpersonen unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen oder ergänzenden Vorschriften festgelegt werden.

Art. 23 al. 2 (modifié)

² En périodes préscolaire et postscolaire seulement, sauf exception accordée par l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e conformément à l'article 5 al. 5, et sur la base de l'évaluation du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée, les mesures de logopédie et de psychomotricité sont dispensées par des prestataires indépendants agréés par la Direction.

Art. 23a (nouveau)

Octroi d'agrément à un ou une prestataire indépendant-e

¹ Sur la base du préavis du service chargé de la pédagogie spécialisée, la Direction décide de l'octroi de l'agrément à un ou une prestataire indépendant-e.

² Sont pris en considération les besoins et la représentation de logopédistes respectivement de psychomotriciens ou psychomotriciennes dans la région concernée, ainsi que les disponibilités budgétaires de l'Etat.

³ L'agrément est nominatif et indique en principe le nombre d'unités annuelles garanties. Ce nombre peut être modifié, avant le 31 octobre, pour l'année civile suivante.

⁴ En cas de non-respect des prescriptions du service chargé de la pédagogie spécialisée, et en principe suite à un avertissement, un agrément peut être retiré.

⁵ La Direction émet des directives relatives à l'octroi d'agrément par des prestataires indépendants.

Art. 24 al. 1

¹ Dans le cadre du concept cantonal, la Direction reconnaît les institutions de pédagogie spécialisée qui répondent notamment aux exigences suivantes:

b) (modifié) être au bénéfice d'une autorisation d'exploiter délivrée par la Direction;

Art. 27 al. 1 (modifié), **al. 3** (modifié)

¹ L'accès aux mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée en éducation précoce spécialisée (MAO) est demandé par les parents auprès de la direction du service prestataire qui en décide.

Art. 23 Abs. 2 (geändert)

² Nur im Vorschul- und Nachschulbereich werden die logopädischen und psychomotorischen Massnahmen von freischaffenden Leistungsanbietern, die von der Direktion anerkannt sind, erbracht. Die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor kann hiervon eine Ausnahme gemäss Artikel 5 Abs. 5 genehmigen.

Art. 23a (neu)

Anerkennung eines freischaffenden Leistungsanbieters

¹ Auf Grundlage der Stellungnahme des für die Sonderpädagogik zuständigen Amtes entscheidet die Direktion über die Anerkennung von freischaffenden Leistungsanbietern.

² Bei dieser Entscheidung werden der Bedarf und die Verteilung von Logopädinnen bzw. Logopäden und Psychomotoriktherapeutinnen bzw. Psychomotoriktherapeuten in der jeweiligen Region und die Budgetmittel des Staates berücksichtigt.

³ Die Anerkennung ist nicht übertragbar und gibt in der Regel die Anzahl der garantierten Jahreseinheiten an. Diese Anzahl kann, jeweils bis zum 31. Oktober, für das folgende Kalenderjahr geändert werden.

⁴ Bei Nichteinhaltung der Vorgaben des für die Sonderpädagogik zuständigen Amtes kann die Anerkennung, in der Regel nach einer Verwarnung, entzogen werden.

⁵ Die Direktion erlässt Richtlinien für die Gewährung der Anerkennung von freischaffenden Leistungsanbietern.

Art. 24 Abs. 1

¹ Die Direktion anerkennt im Rahmen des kantonalen Konzepts sonderpädagogische Einrichtungen, die namentlich folgende Voraussetzungen erfüllen:

b) (geändert) Sie sind im Besitz einer Betriebsbewilligung der Direktion.

Art. 27 Abs. 1 (geändert), **Abs. 3** (geändert)

¹ Niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen (NM) in der Heilpädagogischen Früherziehung werden von den Eltern bei der Direktion des betreffenden Leistungsanbieters beantragt, die darüber entscheidet.

³ L'accès aux prestations en logopédie et en psychomotricité est demandé conjointement par les parents et le ou la prestataire consulté-e, au sens de l'article 23 al. 2, auprès du ou de la spécialiste du service chargé de la pédagogie spécialisée ¹⁾. Sur la base de l'évaluation du ou de la spécialiste, l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e décide de l'octroi d'une mesure.

Art. 28 al. 1 (modifié)

¹ L'élève au bénéfice de mesures d'aide ordinaires de pédagogie spécialisée (MAO) est scolarisé-e dans un établissement de l'école ordinaire publique.

Art. 29 al. 1 (modifié)

¹ L'élève au bénéfice de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) est scolarisé-e soit dans un établissement de l'école ordinaire publique, soit dans une institution de pédagogie spécialisée.

Art. 43 al. 1 (modifié)

¹ Toute décision du corps enseignant d'une institution de pédagogie spécialisée ou de son organe directeur qui affecte ou peut affecter le statut d'un ou d'une enfant ou élève peut, dans les dix jours dès sa notification, faire l'objet d'une réclamation écrite des parents.

Art. 44 al. 1 (modifié)

¹ Toute décision d'un inspecteur ou d'une inspectrice spécialisé-e qui affecte ou peut affecter le statut d'un ou d'une enfant ou élève peut, dans les dix jours dès sa notification, faire l'objet d'un recours des parents à la Direction.

Art. 47 al. 1 (modifié)

¹ Lorsque la voie de la réclamation ou du recours n'est pas ouverte, les parents peuvent porter plainte contre les actes ou les omissions d'un enseignant ou d'une enseignante spécialisé-e, de l'organe directeur d'une institution de pédagogie spécialisée, de l'inspecteur ou de l'inspectrice spécialisé-e, ou d'un ou d'une prestataire indépendant-e agréé-e qui les atteignent personnellement et gravement, eux-mêmes ou leurs enfants, et qui violent des dispositions de la présente loi et des règlements.

¹⁾ Actuellement: Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide.

³ Logopädische und psychomotorische Massnahmen werden von den Eltern und dem von ihnen beigezogenen Leistungsanbieter im Sinne von Artikel 23 Abs. 2 bei der zuständigen Fachperson des für die Sonderpädagogik verantwortlichen Amtes ¹⁾ gemeinsam beantragt. Gestützt auf die Beurteilung der Fachperson entscheidet die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor über die Gewährung einer Massnahme.

Art. 28 Abs. 1 (geändert)

¹ Schülerinnen und Schüler, die niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen (NM) erhalten, werden in einer öffentlichen Regelschule unterrichtet.

Art. 29 Abs. 1 (geändert)

¹ Schülerinnen und Schüler, die verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) erhalten, werden entweder in einer öffentlichen Regelschule oder in einer sonderpädagogischen Einrichtung unterrichtet.

Art. 43 Abs. 1 (geändert)

¹ Jeder Entscheid einer Lehrperson einer sonderpädagogischen Einrichtung oder ihres leitenden Organs, der die Stellung eines Kindes, einer Schülerin oder eines Schülers beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, kann von den Eltern innert zehn Tagen nach der Mitteilung mit Einsprache schriftlich angefochten werden.

Art. 44 Abs. 1 (geändert)

¹ Jeder Entscheid einer Sonderschulinspektorin oder eines Sonderschulinspektors, der die Stellung eines Kindes, einer Schülerin oder eines Schülers beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, kann von den Eltern innert zehn Tagen nach der Mitteilung mit Beschwerde an die Direktion angefochten werden.

¹⁾ Heute: Amt für Sonderpädagogik.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 47 Abs. 1 (geändert)

¹ Sind die Rechtsmittel der Einsprache oder der Beschwerde nicht gegeben, so können die Eltern Aufsichtsbeschwerde gegen Handlungen oder Unterlassungen einer Lehrperson der Regelschule oder der sonderpädagogischen Einrichtung, des leitenden Organs einer sonderpädagogischen Einrichtung, der Sonderschulinspektorin oder des Sonderschulinspektors oder eines anerkannten freischaffenden Leistungsanbieters, die sie oder ihre Kinder persönlich und schwerwiegend treffen und die gegen Bestimmungen dieses Gesetzes und der Reglemente verstossen, einreichen.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Datum des Inkrafttretens dieses Gesetzes fest.